

**L'hon. M. Lang:** Nous ne savons naturellement pas à l'heure actuelle comment la situation va évoluer. Pour autant qu'on la connaisse maintenant, elle ressort clairement de la déclaration que j'ai faite à la Chambre il y a quelque temps. Je vais faire parvenir dans un instant au député la page de hansard où il en est question.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il n'en sait rien.

[Plus tard]

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** A en juger par la réponse que le ministre chargé de la Commission du blé a donnée plus tôt au très honorable représentant de Prince-Albert, concernant les conversations qu'il a eues avec le ministre britannique de l'Agriculture, et l'assurance qu'il n'y aurait aucune réduction des exportations de blé de grande qualité vers le Royaume-Uni, j'aimerais demander deux choses au ministre: d'abord, peut-il l'obtenir par écrit ou l'a-t-il en fait obtenu par écrit et, en second lieu, quelles négociations ou quelles rencontres, si tant est qu'il en est, ont été amorcées entre le gouvernement ou la Commission canadienne du blé d'une part, et le gouvernement britannique d'autre part, en vue de maintenir ou de protéger nos ventes non seulement de blé mais encore de tous les autres grains, lorsque la Grande-Bretagne adhèrera au Marché commun?

**L'hon. M. Lang:** Pour répondre en deux mots, disons que deux des commissaires de la Commission canadienne du blé sont passés par Londres récemment et ont discuté du marché de notre blé avec nos principaux acheteurs dans cette ville, alors qu'ils se rendaient ailleurs en Europe discuter des marchés avec d'autres acheteurs.

#### LES VENTES AU JAPON

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, le ministre dont relève la Commission du blé peut-il dire à la Chambre si le Canada a réussi à faire certaines ventes lorsque le Japon a ouvert les soumissions le 19 mai?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Je le crois, tant en ce qui concerne le blé que l'orge, mais je dois dire que mes souvenirs se rapportent peut-être à une date différente. J'aimerais vérifier cette information.

#### LES VENTES À LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** J'aimerais demander au ministre dont relève la Commission du blé s'il est vrai, selon une nouvelle parue dans le *Free Press* de Winnipeg, que le Canada ne disposait pas de quantités suffisantes de blé de qualité inférieure pour remplir les commandes de la République arabe unie, et qu'on aurait mené une enquête dans les fermes au sujet des quantités de blé de qualité inférieure afin de justifier cette déclaration.

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Je puis immédiatement donner au député l'assurance que nous n'avons pas perdu de ventes à la République arabe unie faute de blé de qualité inférieure; j'ajouterais que les nouvelles publiées dans le *Free Press* de Winnipeg ressemblent passablement aux autres nouvelles qu'il publie ces jours-ci au sujet du bill C-176 par exemple ..

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

## L'INDUSTRIE

### L'AÉRONAUTIQUE—LE PROJET DE RATIONALISATION—LE CAS DE DE HAVILLAND

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Ma question s'adresse au ministre des Transports, monsieur l'Orateur. Étant donné la rationalisation de l'industrie aéronautique qui est en vue et l'importance que revêt ce problème pour le Canada, le ministre compte-t-il faire à la Chambre le point sur cette question?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Oui, monsieur l'Orateur, c'est bien volontiers que je ferai le point dès que possible. Des conversations sont en cours et je compte en avoir d'autres dans les prochains jours à Londres et à Paris. A mon retour, je pourrai peut-être donner des précisions à la Chambre.

**M. Ryan:** Étant donné le chômage qui sévit à Toronto, le ministre est-il prêt à prendre l'engagement qu'il n'y aura pas, dans le cadre de cette réorganisation, de réduction du personnel chez de Havilland et que les chantiers de de Havilland resteront en Ontario.

**L'hon. M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, dans toute cette affaire, il s'agit avant tout d'assurer la viabilité de l'ensemble de l'industrie aérospatiale. Je ne songe certainement pas à obtenir une amélioration dans un secteur aux dépens d'un autre.

\* \* \*

## LES PORTS

### MONTRÉAL—LA CRÉATION DE L'ADMINISTRATION

**M. Ian Watson (Laprairie):** Ma question s'adresse au ministre des Transports, monsieur l'Orateur. Étant donné toutes les questions que le public se pose au sujet de l'avenir du port de Montréal, j'aimerais demander au ministre s'il peut nous dire quand on mettra sur pied une administration portuaire pour Montréal?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** J'ai l'intention de consulter les divers organismes qui s'occupent du port de Montréal d'ici une quinzaine de jours, monsieur l'Orateur, et d'en désigner l'administration portuaire, j'espère aussi le faire d'ici la fin de juin pour chacun des autres grands ports canadiens.

[Plus tard]

**M. Watson:** Je me demande si, dans sa réponse le ministre pourrait aussi assurer à la Chambre que les autorités portuaires dont il a annoncé la prochaine création, auront le pouvoir de prendre des initiatives à l'échelon local comme par exemple d'effectuer une étude sur le transport du fret et sur l'utilisation des terrains pour le port de Montréal?

**L'hon. M. Jamieson:** Oui, monsieur l'Orateur. Nous nous proposons de la doter du maximum d'autonomie dans le cadre de la loi. L'un des principaux objectifs pour Montréal et ailleurs serait non seulement d'établir des prévisions mais de favoriser l'expansion du port de façon à ce que Montréal demeure l'un des nœuds vitaux de notre réseau portuaire.